

NOU[S]VELLES



© istock - Olivier Boehmer

DOSSIER

CRISE UKRAINIENNE (3-6)

TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

UNE VICTOIRE PEU COMMUNE (7)

(ÉDITO) QUELLE SOLIDARITÉ VOULONS-NOUS ?

Après la crise Covid, la crise ukrainienne confirme une nouvelle fois la réactivité du CSP et, au-delà, la solidarité exceptionnelle dont la population genevoise est capable. Dès les premiers jours suivant l'agression russe contre l'Ukraine, le CSP participait à la taskforce Solidarité Ukraine, mise sur pied sous la houlette de l'Hospice général.

Tant du côté public que privé, les acteurs engagés se sont rapidement coordonnés pour assurer aux réfugié-e-s ukrainien-ne-s un accueil digne et une protection maximale. L'engagement du CSP à leurs côtés se voit notamment au Vestiaire

social, dont les capacités sont fortement sollicitées (lire en p. 6). Mais c'est aussi sur le terrain de la traite des êtres humains que nous demeurons vigilants, tant il est vrai que la détresse humaine peut nourrir les pires projets d'exploitation.

C'est également sur ce terrain que le CSP se réjouit aujourd'hui d'une victoire provisoire, certes, mais qui n'en demeure pas moins exceptionnelle. Notre engagement, avec Solidarité Tattes, a permis à une femme victime de traite, dans un état d'extrême vulnérabilité, d'échapper à un renvoi forcé et

de déposer une demande d'asile en Suisse (voir l'article en p. 7).

Autant dire que la solidarité à laquelle nous assistons aujourd'hui en faveur des personnes ukrainiennes nous touche autant qu'elle nous questionne. Elle renvoie à l'inégalité de traitement dont font l'objet les réfugiés et qui, comme le relève Aldo Brina, n'aura échappé à personne (lire son article en p. 4). Elle soulève également la question de l'avenir des réfugié-e-s ukrainien-ne-s face à une protection conçue comme provisoire. Elle nous rappelle, enfin, à la mission fondamentale du CSP, dont l'engagement



© Alain Grosclaude

est et doit rester indépendant de l'origine et de la confession des personnes.

C'est cette solidarité active et réfléchie que nous souhaitons construire avec vous, grâce à vous, avec toute notre reconnaissance.

Alain Bolle

(PLAIDOYER) QUELLE SOLUTION POUR LES SANS-ABRIS ?

Membre du collectif Cause¹, le CSP milite pour l'ouverture de lieux d'hébergement à l'année. Tandis que les acteurs de terrain avancent de nouvelles solutions pour lutter contre le sans-abrisme, le jeu d'escrime se poursuit entre acteurs publics.

Avec la fermeture, le 31 mars dernier, dans la neige et le froid, de plusieurs lieux pour les sans-abris, c'est l'ensemble du dispositif d'hébergement d'urgence qui toussait une fois de plus à Genève. Directeur du CSP Genève, Alain Bolle dénonçait publiquement ce *remake* d'avril 2019, année où le CSP, avec d'autres associations, avait planté 200 tentes sur la plaine de Plainpalais pour alerter

sur ce que le collectif appelle une « politique du thermomètre ». Sauf températures extrêmes, certains lieux d'hébergement ferment au printemps et les sans-abris sont invités à retourner à la case départ: la rue.

Pourtant, dans l'intervalle, une loi adoptée par le Grand Conseil² garantit une aide continue aux quelque 750 personnes sans abri

dans le canton. Malgré cela, le 1^{er} avril 2022, plus de 200 personnes se retrouvaient à nouveau confrontées aux effets très concrets d'un manque de concertation politique: la rue, une fois de plus.

INNOVER DANS L'URGENCE

Fondé en décembre 2020, le Cause réclame depuis la pérennisation à l'année d'au moins 500 places pour les sans-abris. Plusieurs solutions ont été initiées, parmi lesquelles des sleep-in aménagés dans des temples en 2019 puis, pandémie oblige, des places d'hébergement dans des hôtels compatibles avec les contraintes sanitaires. En 2021, en collaboration avec la Ville de Genève et l'Armée du Salut, il créait encore une Hotline pour l'hébergement d'urgence, ouverte 7j/7 et 24h/24. D'autres solutions sont à l'étude, dont un lieu de répit humanitaire, qui pourra garantir un accueil inconditionnel, de jour comme de nuit, aux personnes sans abri.

Cela ne suffit pourtant pas. Le vote, le 6 avril dernier, d'un crédit d'urgence de plus de 6 millions de

francs par l'Association des communes genevoises semblait ouvrir la voie à une solution d'hébergement à l'année, du moins pour 2022. En mai, à l'heure où nous rédigeons ces lignes, plusieurs communes l'avaient cependant désavoué. Cité par la *Tribune de Genève*, un élu allait jusqu'à évoquer un vote dicté par un « chantage » et une « panique générale pour quelques flocons de neige ». Alain Bolle rappelle quant à lui que la lutte contre le sans-abrisme passe impérativement par différents types de lieux et d'action, entre urgence humanitaire et accompagnement social: « Les solutions doivent être coconstruites et financées par l'ensemble des acteurs publics: Canton, Ville et Communes ».

Carine Fluckiger

¹ Le Collectif d'associations pour l'urgence sociale comprend, outre le CSP, l'Armée du Salut, le Bateau Genève, Caritas Genève, le Centre la Roseaie et Première ligne (www.lecause.ch).

² Loi sur l'aide aux personnes sans abri – LAPSA – votée en septembre 2021.



© Eric Roset

(DOSSIER) « ON ENFERME LES GENS DANS DES ATTRIBUTS »

Spécialisée dans la culture visuelle et l'action humanitaire, Valérie Gorin décrypte notre élan de solidarité envers les réfugiés ukrainiens à l'aune du travail des médias.

Valérie Gorin, entre les réfugiés ukrainiens de la première heure et ceux qui arrivent aujourd'hui, les besoins sont-ils différents ?

Plus le conflit dure, plus on va vers les personnes invisibles. Celles qui sont parties en premier pouvaient compter a priori sur des ressources propres. Elles ont été moins confrontées aux traumatismes de la guerre : les morts dans la rue, la torture... En Suisse, on n'est pas préparé à cela : il y a peu de psychiatres disponibles spécialisés dans ce domaine et on manque d'interprètes.

Aux traumatismes de la guerre s'ajoutent les besoins des personnes qui n'ont pas pu prendre la route plus tôt en raison de leur âge ou de problèmes de santé. Ces personnes auront des besoins très spécifiques. Les personnes plus modestes, en outre, ont probablement rarement quitté leur province. Même si on considère les Ukrainiens comme proches de nous, on peut plus ou moins s'attendre à des difficultés d'insertion pour les personnes d'origine rurale qui arrivent dans un environnement urbain et cosmopolite comme l'est Genève.

On a parlé d'une solidarité à deux vitesses. Qu'en pensez-vous ?

Ce n'est pas du tout surprenant. Le traitement médiatique influence beaucoup les opinions publiques. Dans le cas de cette guerre, il est intense et constant. On a pu observer un alignement complet des médias sur les positions gouvernementales, avec l'adoption d'une narration antirusse. À la légitimité de la réaction ukrainienne s'ajoute une vision historique, celle de la Guerre froide, qui influence les perceptions européennes. Nous, Européens de l'Ouest, avons tendance à nous percevoir « du bon côté de l'histoire » et le fait que l'Ukraine veuille rejoindre l'Europe questionne ce narratif, à plus d'un titre. On a vu également que des

étudiants ukrainiens, notamment d'origine africaine, ont été mal reçus aux frontières.

La différence de traitement par rapport à d'autres crises migratoires est aussi due au type de population dont on parle ici, principalement des femmes et des enfants, spontanément perçus comme innocents. L'enfant, c'est l'image même de la neutralité. Chaque conflit armé génère des images d'enfants martyrs. L'enfance en guerre permet de dépolitiser les conflits, de forger une unanimité au-delà de leur complexité. Or, ces figures émotionnelles peuvent être utilisées pour manipuler les opinions. On a vu par exemple le président Erdogan s'entourer d'enfants dans ses portraits après la médiatisation du petit Aylan, l'enfant syrien découvert mort sur une plage turque en 2015. Un million de signatures ont été récoltées en trois jours à la suite de la diffusion de cette image pour demander au premier ministre britannique David Cameron d'élargir sa politique d'asile. Certains tabloïds, qui avaient largement participé à la déshumanisation et la criminalisation des migrants, ont dû être rappelés à l'ordre.

Le problème n'est pas tant l'intensité du traitement médiatique de la guerre en Ukraine, que le fait que d'autres guerres, infiniment plus meurtrières comme celle qui sévit au Yémen, ne reçoivent pas le même traitement.

L'élan de solidarité constaté dès les premiers jours de la guerre est-il intact ?

On constate déjà une érosion de cette solidarité. Pour la maintenir, les médias réclament des rebondissements. L'attention s'est d'abord focalisée sur les combats, les villes martyres, puis sur les réfugiés arrivés chez nous, plutôt que sur les personnes restées sur place. Par



© DR

« La suite logique sera la frustration des Ukrainiens par rapport au permis S »

rapport à l'unanimité de départ, on voit apparaître d'autres sons de cloche. Les personnes qui sont accueillies ne vont parfois pas bien du tout et la cohabitation ne va pas toujours de soi.

D'un point de vue médiatique, la suite logique sera la frustration des Ukrainiens par rapport au permis S. Là aussi, on voit déjà apparaître des articles sur le sujet. L'opinion tend à idéaliser les réfugiés dans une attitude de gratitude, comme s'ils n'avaient pas le droit d'être insatisfaits. Mais le permis S n'offre pas un statut idéal et les réfugiés ukrainiens auront des difficultés à faire valoir : s'intégrer, trouver un travail, un logement, etc.

Risque-t-on dès lors d'assister à un retour de manivelle ?

Je vois clairement un risque de durcissement. Comment se réclamer de cadres moraux alors qu'on pratique une solidarité à deux vitesses ? Une attitude très hostile peut apparaître vis-à-vis d'une Europe aussi sélective, qui ne fait pas envers les réfugiés d'autres provenances ce qu'elle prône. Des problèmes interculturels risquent aussi de surgir sur les attentes à long terme des Ukrainiens.

Mais cette expérience représente aussi une chance : celle de s'interroger sur notre politique d'asile et sur les rouages de la solidarité. Elle montre que les Suisses ont une capacité d'accueil et qu'ils sont capables de choses formidables. Qu'est-ce qui empêcherait cette solidarité de s'étendre à d'autres populations ?

Propos recueillis par
Carine Fluckiger

(+) L'INVITÉE

Valérie Gorin est directrice des programmes et chargée de cours au Centre d'études humanitaires de Genève. Historienne de formation, docteure en sciences de la communication, elle se passionne pour l'approche médiatique des crises et l'impact de la culture visuelle en matière humanitaire. Son travail porte également sur les mutations à l'œuvre dans l'action humanitaire et les besoins du terrain.

[DOSSIER] RÉFUGIÉS UKRAINIENS : UNE PROTECTION PROVISOIRE, ET APRÈS ?

La guerre atroce que la Russie de Poutine mène en Ukraine a éveillé un élan de générosité tel qu'on n'en avait pas vu depuis des années. Inédite, la procédure mise en place par la Confédération offre aux réfugiés un accueil facilité – pour autant qu'on ne parle pas d'avenir.

Au moment où nous écrivons ces lignes, plus de 50 000 réfugiés ukrainiens ont déjà été accueillis en Suisse et ils ne cessent d'affluer. Une générosité bienfaisante déferle dans les discours, les politiques et les infrastructures, alors qu'on les croyait irrémédiablement racornis dans notre pays. Et elle déplace des montagnes.

L'accueil prévu pour ces réfugiés est sensiblement différent de celui qui prévaut d'ordinaire dans l'asile. La décision du Conseil fédéral de leur octroyer un statut de protection provisoire, matérialisé par un livret S, permet de faire l'économie de la procédure habituelle.

Les réfugiés ukrainiens peuvent ainsi s'inscrire en ligne pour obtenir un rendez-vous au centre fédéral d'asile de Boudry, plutôt que d'y attendre de longues journées comme les autres requérants. Ils peuvent également garder leur passeport et continuer de voyager en dehors de Suisse. Certains se voient proposer un hébergement chez des particuliers, qui vaut mieux que le logement dans une structure collective. Ils ont aussi un accès immédiat et illimité au marché du

travail. Ils bénéficiaient jusqu'au 31 mai de la gratuité dans tous les transports publics de Suisse et ont droit à une carte SIM pour téléphoner gratuitement.

Cette protection provisoire, qui n'avait jamais été utilisée jusqu'ici, comporte toutefois des inconvénients : son caractère provisoire d'abord, une aide sociale inférieure à celle des réfugiés reconnus, des forfaits fédéraux quasiment inexistantes pour leur intégration. Mais il est indéniable que ces conditions d'accueil sont, à court terme, plus favorables que celles qui prévalent d'ordinaire.

GÉNÉROSITÉ OU PRAGMATISME ?

Sur le terrain, aucune réaction hostile de la part de réfugiés d'autres pays n'a été recueillie, même si l'inégalité de traitement dont ils font l'objet n'échappe à personne. Ce qui s'est produit pour les personnes en provenance d'Ukraine est hautement intéressant : au nom d'un accueil qui se voulait urgent et humain, nombre d'obstacles qui pourrissent d'ordinaire la vie des requérants, et qui sont le fruit d'années de durcissements législatifs

abondamment critiqués par le CSP, ont été levés par pragmatisme...

Dans les permanences du Service réfugiés, les consultations de ressortissants ukrainiens sont désormais régulières, sans que nos juristes soient submergés. La raison principale, c'est que le statut S est obtenu facilement, sans procédure, et qu'il n'y a pour l'instant pas grand-chose à contester auprès des autorités. Notre approche demeure résolument ouverte à tous, avec des conseils qui sont les mêmes pour tous les réfugiés, quelle que soit leur origine.

Et la suite? « *Les Ukrainiens ne vont pas rester* », clame avec aplomb la nouvelle secrétaire d'État aux migrations Christine Schraner Burgener dans la presse. Depuis les premiers jours, les autorités disent et répètent que le statut S a été adopté « *dans une orientation retour* ». Ce ne sera peut-être pas si simple.

Une fin rapide du conflit et le retour d'un maximum d'Ukrainiens dans un pays le moins ravagé possible représente bien sûr un scénario souhaitable. Mais force est de constater qu'il ne s'est pas déroulé

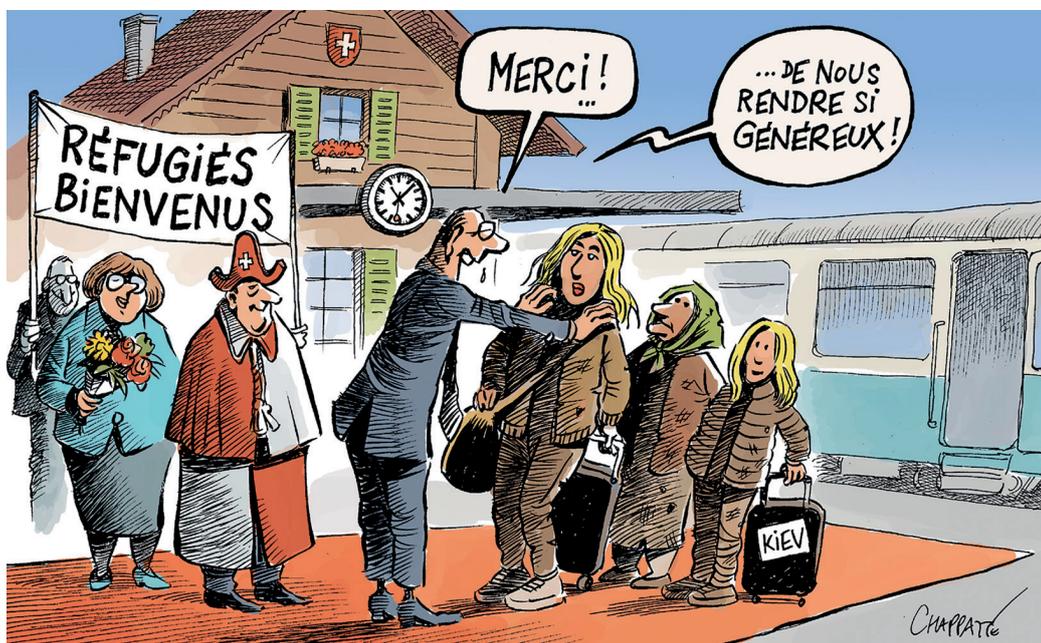
souvent dans l'histoire. Les expériences des guerres des Balkans, d'Irak ou de Syrie, montrent que les conflits durent, que les pays sont détruits, et que ceux qui se réfugient en Suisse tissent rapidement des liens avec leur terre d'accueil. Un renvoi équivaut alors à un nouveau déchirement.

PROCÉDURE D'ASILE À RETARDEMENT

Le statut S, s'il a été octroyé de manière indiscriminée, sera aussi levé de manière indiscriminée. Les caractéristiques propres à chaque cas, qui n'ont pas été établies comme le permet d'ordinaire une procédure d'asile, n'auront pas été examinées. La personne a-t-elle des motifs d'asile? A-t-elle des vulnérabilités particulières (traumatisme, maladie, âge, absence de réseau social en Ukraine, etc.)? Son lieu d'origine existe-t-il seulement encore? Est-il aux mains de troupes russes hostiles aux Ukrainiens?

Il s'agira d'étudier la situation de chaque personne ou famille qui s'adressera à notre service et de faire valoir ses intérêts, selon une sorte de procédure d'asile à retardement. Le Service réfugiés du CSP doit se préparer à ce travail juridique potentiellement important. C'est ce qui s'est produit au moment de la levée des admissions provisoires collectives des réfugiés bosniaques ou kosovars. Il n'est pas impossible non plus que ce travail doive s'accompagner d'une mobilisation politique, car il est probable que l'analyse des autorités fédérales quant au caractère sûr et exigible de l'exécution d'un renvoi divergeront de celle des réfugiés ukrainiens. Les Suisses qui auront appris à connaître et à soutenir ces réfugiés dans le cadre de l'accueil qui s'amorce aujourd'hui auront certainement à cœur de les défendre aussi. Voilà qui promet quelques batailles en perspective!

Aldo Brina



© Chappatte

[DOSSIER] « LA SÉCURITÉ DES UKRAINIENS PASSE PAR LES CANAUX OFFICIELS »

Avec ses partenaires de la Coordination Ukraine, le CSP s'est engagé dès le début de la guerre pour assurer la protection des réfugiés ukrainiens, notamment contre le risque de traite d'êtres humains.

Sibel Can-Uzun, on parle de risques de traite des êtres humains chez les réfugiés ukrainiens. En quoi consistent-ils ?

Des alertes ont été lancées au niveau européen par Europol et des ONG dans le contexte de la crise migratoire. On sait que les trajets migratoires sont des terrains fertiles pour les trafiquants, qui profitent de la vulnérabilité de personnes livrées à elles-mêmes. Les pays européens semblent s'être souciés rapidement de cette problématique. Mais l'afflux de personnes est important et on n'a pas tout de suite disposé de structures efficaces. La particularité de cette guerre est de pousser sur le chemin de l'exil une population composée en majeure

rité de femmes et d'enfants seuls, ce qui les rend plus vulnérables.

Qu'en est-il en Suisse ? Des risques de traite existent-ils aussi ici ?

Il y a eu plusieurs suspicions de cas qui ont été dénoncées en Suisse. On a vu rôder des personnages avec un comportement ou un profil suspect aux alentours des gares et de Boudry (Centre fédéral pour requérants d'asile, où doivent s'enregistrer les personnes en provenance d'Ukraine – *ndlr*). Des mesures ont été prises pour leur protection et la surveillance des sites. Aujourd'hui, le vrai problème se situe sur les réseaux sociaux, où circulent des offres douteuses, en dehors de tout contrôle.



© CSP Genève

Sibel Can-Uzun, avocate au CSP

Peut-on imaginer que les Ukrainiens qui sont hébergés chez des particuliers en Suisse courent un risque ?

Oui. Il ne s'agira peut-être pas nécessairement de traite des êtres humains à proprement parler, mais le risque d'exploitation de personnes existe très clairement. Les conditions d'accueil doivent être clarifiées dès le début. Une personne qui sous-loue un logement à une personne réfugiée doit lui fournir un contrat de sous-location assorti de son propre bail à loyer. De manière générale, il est dangereux d'accepter un logement en contrepartie d'un travail : c'est difficile de limiter son temps de travail lorsqu'on habite chez son employeur !

Cela dit, de telles situations ne devraient pas survenir en Suisse, où des canaux officiels ont été mis sur pied pour organiser la solidarité. À Genève, l'accompagnement des privés qui accueillent des réfugiés ukrainiens est assuré par Caritas. Le problème que l'on constate aujourd'hui, c'est que des personnes ukrainiennes préfèrent se débrouiller par leurs propres moyens et hésitent à s'inscrire auprès du Secrétariat d'État aux migrations. C'est prendre un risque : ce n'est que par les canaux officiels que l'on peut assurer leur sécurité. À mesure que la guerre s'enlise, on n'est plus sûr de l'accueil temporaire. C'est d'autant plus important que la solidarité demeure encadrée.

Quelles sont les autres mesures qui permettent de prévenir la traite ?

Il faut rappeler la rapidité avec laquelle, à Genève, s'est mis en place le groupe de travail Coordination Ukraine, auquel le CSP participe, sous la responsabilité de l'Hospice général. Dès le début, le CSP s'est engagé pour que les personnes fuyant la guerre puissent bénéficier d'un accueil rapide et assurer ainsi leur protection. Parmi les mesures phares de cette taskforce figurait le *Hotspot* hébergé par l'Armée du Salut à la rue Verdaine. La présence de bénévoles à la gare Cornavin est aussi une initiative importante pour éviter que les personnes qui arrivent d'Ukraine ne soient piégées par des trafiquants. Enfin, avec la Plateforme Traite, le CSP participe activement à l'information des Ukrainiens sur les situations qui peuvent déboucher sur de la traite des êtres humains.

Le 2 mai dernier, vous organisiez une rencontre avec les acteurs de la Coordination Ukraine et les membres du mécanisme cantonal de lutte contre la traite des êtres humains. Quels étaient les objectifs de cette réunion ?

Cette rencontre a permis pour la première fois de présenter officiellement le travail de la Brigade genevoise de lutte contre la traite et la prostitution illicite (BTPI). Elle a réuni une quarantaine de professionnels travaillant directement avec les réfugiés pour les sensibiliser aux risques de traite et les inciter à nous contacter en cas de suspicion.

“Мене експлуатують і немає виходу,”

ЖЕРТВА ЧИ СВІДОК Торгівлею людьми?

ТЕЛЕФОНУЙТЕ ЗА НОМЕРОМ

0800 20 80 20

CSP
CENTRE SOCIAL PROTESTANT
GENÈVE

au cœur
des grottes

LAVI
COMITÉ GENEVOIS DE CONSULTATION
POUR VICTIMES
DISMINUTIONS

REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENÈVE

La version en ukrainien de : « Je suis piégée et exploitée. »
Victime ou témoin de traite des êtres humains ? Appelez-nous !

Propos recueillis par
Carine Fluckiger

[DOSSIER] LE VESTIAIRE SOCIAL AU RYTHME DE LA GUERRE EN UKRAINE

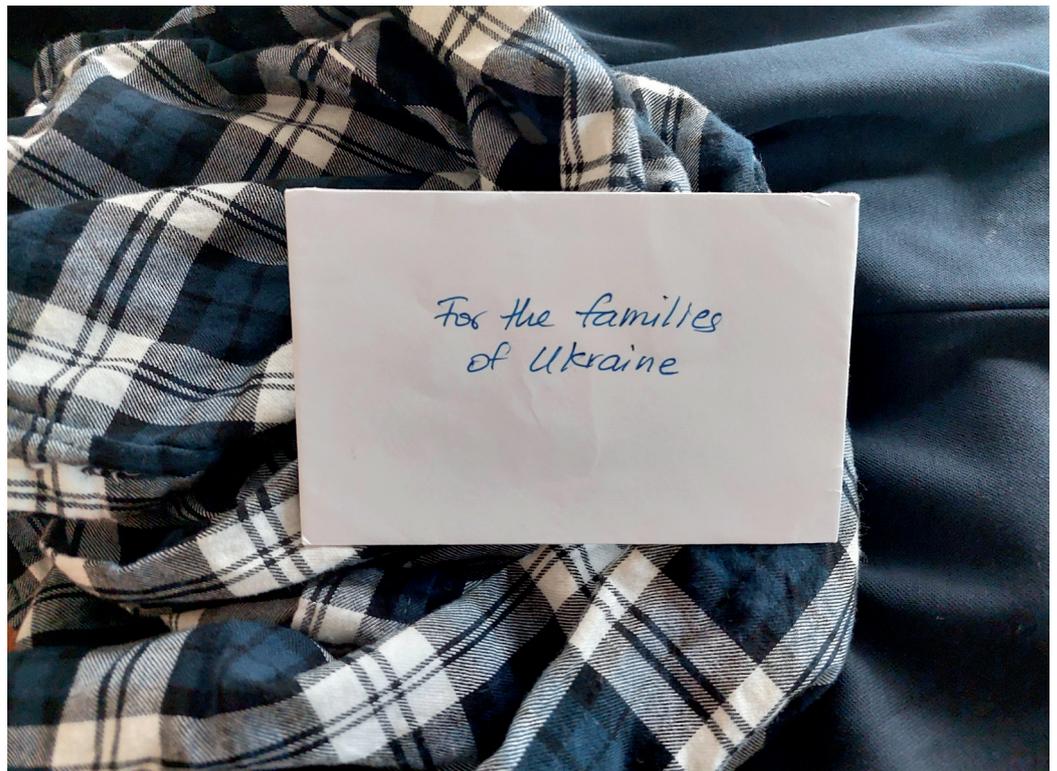
L'arrivée des réfugiés ukrainiens à Genève impacte directement le fonctionnement du Vestiaire social, qui s'est organisé pour les recevoir et qui a pu bénéficier d'une solidarité extraordinaire.

Les crises se succèdent mais ne se ressemblent pas. En 2021, le Vestiaire social a connu un record historique de fréquentation : pertes d'activités et de revenus ont poussé un millier de personnes supplémentaires sur son chemin. Malheureusement, en 2022, la situation ne s'améliore pas : l'éclatement de la guerre en Ukraine en augmente encore la fréquentation.

Aujourd'hui, pas moins de quinze personnes et familles supplémentaires affluent au quotidien, soit l'équivalent de 650 distributions en l'espace de 10 semaines. Le résultat n'est pas sans conséquences pour la logistique du Vestiaire : « Une journée calme aujourd'hui correspond à une journée chargée en 2019 », souligne Typhaine Guihard, responsable du Vestiaire social.

25 TONNES D'HABITS

Fort heureusement, les crises entraînent aussi un élan de solidarité



© CSP Genève

sans précédent. Durant les mois de mars et avril, à la suite de la guerre ukrainienne, le Vestiaire social a reçu près de 25 tonnes d'habits supplémentaires. Habituellement, il reçoit et trie une tonne et demie de vêtements et chaussures par semaine. Ce défi a nécessité l'engagement de dix bénévoles supplémentaires pour le tri et le service aux bénéficiaires.

Au-delà des dons d'habits, « la population s'est impliquée émotionnel-

lement », ajoute Typhaine Guihard. Les équipes de tri et de rangement ont ainsi trouvé des mots de soutien adressés aux réfugiés d'Ukraine. Sur une enveloppe, on peut lire : « Dans l'espoir que ces habits puissent alléger vos souffrances ».

Derrière le sensationnalisme, ce sont des personnes fragilisées, traumatisées par le moindre bruit, qui sont accueillies au Vestiaire social. Elles viennent dans l'espoir de retrouver un élément important de leur dignité, à savoir s'habiller décemment. Car la tenue vestimentaire fait partie intégrante de la relation à l'autre.

« IL FAISAIT FROID QUAND JE SUIS PARTIE »

Partis dans l'urgence, les réfugiés ukrainiens, comme toute autre personne fuyant son pays, n'ont pu emporter que peu voire pas d'affaires. Ils ont besoin de tout et, surtout, de l'essentiel.

Anastasia, 27 ans, a fui la ville de Soumy à l'Est de l'Ukraine avec sa fille de 4 ans. Son conjoint est resté au pays. Durant sa fuite, elle a rencontré d'autres personnes dans le train, avec qui elle a pu se lier d'amitié et surtout, trouver du soutien.

Aujourd'hui, elle est venue chercher des vêtements pour la saison estivale. Ayant quitté l'Ukraine début mars, elle n'a pas pu emporter de vêtements légers. « Il faisait froid quand je suis partie, je n'ai rien pris pour ces températures estivales. J'ai appris que je pouvais venir ici via Facebook et des amis. Cela m'aide beaucoup et me soulage. J'ai été très bien accueillie », témoigne-t-elle.

Outre les habits d'été, les affaires scolaires, dont notamment les dons de cartables, ont été d'une grande aide. En effet, l'attribution du permis S a permis la scolarisation d'un grand nombre d'enfants. Ces derniers n'avaient néanmoins pas le matériel nécessaire pour débiter dans de bonnes conditions.

Kélaïa Schach



© CSP Genève

(+) APPORTEZ VOS HABITS DE SAISON !

« La générosité des débuts a été impressionnante. Il est important qu'elle ne s'essouffle pas », relève Typhaine Guihard. Certaines pièces manquent systématiquement à l'appel ou ne peuvent tout simplement pas être récupérées : sous-vêtements, chaussettes, pyjamas, habits pour les jeunes enfants, chaussures en bon état et vestes. En ce moment, le Vestiaire social manque cruellement d'habits de saison.

Pour faire un don d'argent ou de vêtements au Vestiaire social :

- › Apporter vos vêtements en bon état dans les locaux du CSP, rue du Village-Suisse 14 (1er étage) ou directement au Vestiaire social (chemin du Sapèy 8, 1212 Lancy). Horaires d'ouverture sur www.csp.ch/vestiairesocial
- › Faire un don d'argent avec la mention « Vestiaire social » : IBAN CH41 0900 0000 1200 0761 4

Merci !

(DANS LES COULISSES) UNE VICTOIRE PEU COMMUNE

Le Canton de Genève a accepté de se prononcer contre l'exécution d'un renvoi décidé par le Secrétariat d'État aux migrations. C'était en mars dernier, en faveur d'une victime de traite des êtres humains, soutenue par le CSP et Solidarité Tattes.

« C'est un événement rare et extraordinaire, comme le CSP en compte moins d'une dizaine depuis que j'en ai pris la direction, en 2008. » La fierté et le soulagement d'Alain Bolle sont palpables lorsqu'il revient sur l'issue d'un combat qui aura duré plusieurs années pour sauver – le mot n'est pas trop fort – Mulu, victime de traite des êtres humains.

C'est en mai dernier que prend fin le calvaire de cette femme, en même temps qu'une procédure de renvoi qui atteignait gravement sa santé déjà très fragilisée. Après avoir fui l'Erythrée pour des raisons politiques, Mulu se retrouve au Liban, où elle est retenue prisonnière par une famille pendant dix ans. Elle parvient à s'enfuir en 2018 lors d'un séjour de la famille en France.

Mulu était partie sans rien et ne parlait pas un mot de français. C'est donc dans un état d'extrême vulnérabilité qu'elle parvient à gagner la Suisse, où elle espère rejoindre son frère. En septembre 2018, elle dépose une demande d'asile et consulte le Service réfugiés du CSP. « Le Secrétariat d'État aux migrations l'avait identifiée comme victime de traite des êtres humains. Pourtant, aucune protection spécifique, aucun suivi médical, n'avait été mis en place. La procédure usuelle, qui consistait à la renvoyer en France en vertu du règlement de Dublin, a été appliquée », retrace Leila Boussemacer, avocate au Service d'assistance aux victimes de traite des êtres humains du CSP.

Mulu présentait alors des symptômes de stress post-traumatique

et un risque suicidaire élevé. Son renvoi en France, selon les médecins qui la suivent, représenterait une menace sérieuse. « La présence de son frère a été reconnue comme une ressource essentielle pour sa reconstruction. Nous savions en outre qu'aucune structure d'accueil ni de prise en charge n'étaient prévues pour elle en France, où elle risquait de se retrouver à la rue », poursuit Leila Boussemacer.

L'avocate obtient la suspension du renvoi suite à l'introduction d'un recours auprès d'un Comité onusien. Deux ans après, l'exécution du renvoi reprend suite à une décision négative. S'ensuivent de nouvelles procédures, des recours et d'autres arrêts négatifs. « C'est une procédure extrêmement stressante. Réduite à l'aide d'urgence,

la personne doit s'attendre à être renvoyée d'un jour à l'autre », souligne-t-elle encore.

Alors que l'avion affrété pour le renvoi de Mulu doit décoller le 18 mars, le CSP tente avec l'appui de l'association Solidarité Tattes une ultime démarche en interpellant le Conseil d'État, qui accepte le 16 mars d'annuler son exécution pour permettre à la requérante d'entrer dans une procédure d'asile en Suisse. Près de deux mois s'écouleront encore avant que la décision du Conseil d'État soit formellement communiquée à l'Office cantonal de la population et des migrations et, donc, pour que Mulu puisse enfin bénéficier de la protection de la Suisse.

Carine Fluckiger

(SERVICE) 15 MINUTES POUR DÉCROCHER UN EMPLOI

Favoriser l'accès à un premier travail : c'était l'objectif de Tourbillon Emploi, un événement de recrutement direct pour les jeunes de 18 à 25 ans.

Le CSP participait le 4 mai dernier à l'organisation de la première édition de Tourbillon Emploi. Ce grand événement a rassemblé près de 250 jeunes âgés entre 18 et 25 ans à la salle communale de Plainpalais pour aller à la rencontre d'une trentaine d'entreprises locales. L'objectif ? Décrocher un premier emploi grâce à une démarche innovante.

« Cette initiative vise à donner une chance à des profils qui peinent à trouver leur place sur le marché de l'emploi », souligne Karin Breuning, responsable de l'insertion socioprofessionnelle au CSP et co-organisatrice de l'événement avec ses partenaires de l'Espace Tourbillon.

Chaque jeune pouvait ainsi s'inscrire auprès de trois entreprises pour un entretien de 15 minutes. Environ 90 postes étaient à pourvoir. L'originalité de la démarche consiste à

donner une chance à chaque jeune en valorisant son expérience et sa motivation par le biais du recrutement direct, en dépassant la barrière du CV et de la lettre de candidature. Pour les entraîner à l'exercice et augmenter leurs chances de succès, les participants avaient la possibilité de suivre en amont un coaching gratuit. « L'objectif est de mettre l'accent sur les aptitudes sociales, sur la rencontre entre deux individus, et pas uniquement sur les compétences techniques acquises avec des diplômes », ajoute Karin Breuning.

Avec Tourbillon, l'accompagnement en insertion trouve un élan supplémentaire grâce à l'échange de bonnes pratiques et la mise en commun de ressources entre entreprises sociales. Tourbillon Emploi est le fruit de ces nouvelles synergies.

Kélaia Schach

(+) À LA RECHERCHE D'UN TRAVAIL DANS LA LOGISTIQUE

Originaire d'Éthiopie, Hassan est arrivé en Suisse en 2015. Actuellement engagé en activité de réinsertion à la Renfile, il se montre super motivé : « Mon expérience au CSP me permet de développer des compétences en logistique. J'aime ranger, conduire, le travail bien fait. Je n'ai qu'une envie : trouver un travail ! » Grâce à Tourbillon Emploi, Hassan a pu rencontrer des recruteurs d'Azalink et de Manpower. 15 minutes d'entretien ? « Pour une première approche avec l'entreprise, c'est tout à fait suffisant. »

K. S.



(SOUTENIR LE CSP) LES NOUVELLES AMBASSADRICES DU CSP

Arrivées au début de l'année au CSP, elles se réjouissent d'apporter leurs compétences à une mission qui leur tient à cœur, dans le domaine ô combien essentiel de la recherche de fonds.

« Nous sommes honorées et fières de travailler pour le CSP! » Patricia Buchet, nouvelle responsable de la recherche de fonds, et Kélaia Schach, chargée de recherche de fonds & communication, s'accordent d'emblée sur leurs motivations: en postulant pour un travail au CSP, elles s'engagent pour un travail qui fait sens et qui permet de se mettre au service de la communauté.

Plus de la moitié du budget du CSP provient de dons financiers privés, petits et grands. C'est dire combien leur travail est essentiel, dans un contexte où les besoins sociaux ne sont pas près de diminuer.

« J'ai eu un coup de foudre pour ce métier en faisant de la recherche de fonds dans les domaines de l'entreprenariat social et culturel », se réjouit Patricia Buchet. « C'est comme si chaque étape de mon parcours m'avait amenée vers le CSP: les compétences de négociation, de segmentation et

de « matching » dans le marketing international; la connaissance du réseau de la précarité et mon engagement dans le domaine associatif. Tous mes postes impliquaient la création de partenariats. C'est grâce à cela qu'une communauté peut agir ensemble. »

Également enthousiaste, Kélaia Schach se sent à l'aise dans un service en mutation, où communication et recherche de fonds sont désormais portés par deux personnes. « Mon master en prospective m'a appris à travailler sur l'anticipation et la gestion du changement. Notre environnement est en constante évolution et je me réjouis de soutenir le CSP dans ses futures transitions. »

Quelles sont les priorités que les deux professionnelles identifient aujourd'hui pour le CSP? Pour Patricia Buchet, « le CSP a des donateurs très généreux et présents. C'est grâce à eux que nous pouvons réaliser tant de choses. Nous devons rattrapper une nouvelle génération qui adhère à ses valeurs ». Un objectif qui pourra notamment être atteint par le biais du développement de la communication digitale pour étayer notre base de donateurs, ajoute Kélaia Schach.



Les crises traversées ces dernières années ont montré combien le CSP parvient à se réinventer. « Sa mission est fondamentale, elle nous encourage à rester innovantes », se réjouit Patricia Buchet.

Pour les contacter

- › Patricia Buchet, responsable RF
 @ patricia.buchet@csp-ge.ch
 ☎ 022 807 07 43
- › Kélaia Schach, chargée communication & RF
 @ kelaia.schach@csp-ge.ch
 ☎ 022 807 07 25

Carine Fluckiger

(IMPRESSUM)

Edition genevoise

Centre social protestant Genève
 Rue du Village-Suisse 14
 CP 171
 1211 Genève 8
 T 022 807 07 00
 info@csp-ge.ch
 CCP 12-761-4
 IBAN
 CH41 0900 0000 1200 0761 4

Tirage

4500 exemplaires

Rédactrice en chef

Carine Fluckiger

Impression

PCL Presses centrales SA

Ont collaboré à ce numéro

Alain Bolle (directeur),
 Aldo Brina (Service réfugiés),
 Kélaia Schach (Communication).

Relecture Denis Fazan

Conception et réalisation

www.buxumunic.ch

(ADRESSES)

LA BOUTIQUE CHÊNE-BOURG

Rue des Charbonniers 9
 T 022 807 07 99

LA BOUTIQUE EAUX-VIVES

Rue de la Mairie 15
 T 022 736 45 81

LA BOUTIQUE JONCTION

Bd Carl-Vogt 34
 T 022 328 22 04

LA BOUTIQUE PÂQUIS

Rue du Môle 1
 T 022 731 65 41

LA BOUTIQUE PLAINPALAIS

Rue de Carouge 37
 T 022 329 32 50

LA RENFILE MEYRIN

Rue Alphonse-Large 19
 T 022 341 13 02

LA RENFILE PLAN-LES-OUATES

Route de la Galaise 17
 T 022 794 55 40

Imprimé sur papier respectant
 l'environnement, certifié aux normes
 FSC (gestion durable des forêts)

(ACTU) TOURBILLON AU COMPLET

Le 12 mai dans la zone industrielle de Plan-les-Ouates était célébrée l'inauguration officielle de l'Espace Tourbillon, en présence des autorités cantonales et communales ainsi que des acteurs de l'économie sociale et solidaire, pour marquer l'installation de neuf institutions et plus de 800 collaborateurs sur 33000m² de surfaces.

Démarré en 2017, Tourbillon regroupe désormais, outre le CSP et sa Renfile: 022 Familles, Clair Bois, la Croix-Rouge genevoise, la Fondation Ensemble, Genève Roule, Partage, PRO, Trajets et la fon-



dation FIDES. La vision qui porte ce projet est celle d'un « modèle de société solidaire, responsable et innovante pour les générations actuelles et futures ».

Par l'intermédiaire de FIDES et de son pôle innovation, les entreprises

sociales installées sur le site renforcent ainsi leurs collaborations, favorisent l'intelligence collective et se proposent d'investir l'économie sociale et solidaire de manière innovante. Nous en voyons déjà les effets avec les projets derniers-nés dans le domaine de l'insertion!